

Supplément à la Brèche du  
1<sup>er</sup> Mai

Abonnez-vous à la Brèche :  
45.- fr. par année.  
Journal la brèche  
CCP 10-25669, Lausanne

suppl. au no 157 22 avril 1977

prix de soutien 50 cts

**la brèche**  
organe bimensuel  
de la ligue marxiste révolutionnaire  
section suisse de la IV<sup>ème</sup> internationale

Chevallaz, avec l'appui de la bourgeoisie et du PSS, va mener tambour battant sa propagande, son chantage à la TVA. Il aura suffisamment de moyens à disposition. Le mouvement ouvrier opposé à la TVA n'en aura, lui, que très peu. Raison de plus pour ne pas rater une seule occasion de discuter avec les collègues de travail, avec les voisins de quartier, en avançant les arguments que voici, destinés à expliquer pourquoi la TVA doit être refusée le 12 juin prochain.

# Annulons le vol TVA 77!

## Le chantage démonté en 8 questions-réponses

### La TVA est-elle "neutre" ?

Plus un ménage dépense une proportion importante de son revenu pour la consommation, plus il paie un taux d'impôt élevé. C'est cela un "impôt indirect sur la consommation". Qu'en est-il dans les faits ? un ménage de salariés, qui dispose de 36 000 francs par an, doit en dépenser environ 80 o/o pour la consommation; il doit payer dans ce cas jusqu'à 2 000 francs par an de TVA, c'est-à-dire **5,6 o/o du revenu**. Or, pour un indépendant au revenu de 100 000 francs par année, qui dépensera 50 o/o de son revenu pour la consommation (ce qui fait déjà beaucoup plus que le précédent), la TVA représentera pour lui 3 500 francs, c'est-à-dire **seulement 3,5 o/o de son revenu**. La TVA n'est neutre qu'en apparence. Elle est beaucoup plus sournoise que l'impôt sur le revenu ou la fortune, car le travailleur se réjouit de n'avoir pas à remplir de feuille d'impôt... Mais c'est un impôt absolument anti-social : **plus on est riche, moins on paie proportionnellement.**

### Pourquoi l'Etat des capitalistes veut la TVA ?

Pour les capitalistes, l'actuel impôt sur la consommation (l'ICHA) n'aurait pas pu être augmenté sans leur créer des "inconvenients". Entre autres :

\* l'ICHA est prélevée sur toutes les marchandises et les biens d'investissement et ne peut pas être remboursée. Par contre, la TVA serait perçue sur toutes les marchandises et les services. L'industrie d'exportation ne peut pas se permettre de reporter sur ses clients étrangers l'ICHA perçue sur ses biens d'investissements, car elle se trouverait désavantagée face à ses concurrents étrangers, qui, eux, n'ont pas un tel impôt à reporter sur leurs clients. La TVA supprime cet "inconvenient" pour les capitalistes de l'industrie d'exportation.

La transformation de l'ICHA en TVA permet de reporter presque **totalemment** sur les salariés, et à un **taux plus élevé**, cette charge fiscale qui se trouvait encore supportée par certains capitalistes. En outre, elle s'appliquera **aussi aux services** (hôtellerie, professions libérales, coiffeurs, etc.). En plus le **taux de la TVA** pourra être élevé à **volonté**.

### Les "mesures d'économie" sont-elles "neutres" ?

Ils économisent, qu'ils disent. Une façon de déguiser la **diminution des dépenses sociales**, particulièrement celles qui sont le plus utiles à la grande masse des salariés. Ces exercices d'économie ne sont pas neutres. Il ne vient pas à l'idée de Chevallaz d'économiser par exemple... sur les salaires des conseillers fédéraux (204 000.- fr. + 30 000.- fr. de frais) ou des chefs de service de la classe spéciale (salaire annuel jusqu'à 150 000.- fr.), ou sur le budget militaire, comme le "peuple", d'après les "sondages", le souhaite ! Par contre Chevallaz est à fond pour épargner sur les subventions aux caisses-maladie, aux chemins de fer, et dans une moindre mesure, aux écoles primaires, à la recherche, aux rhumatisants, pour ne citer que quelques exemples. En réalité, il ne s'agit pas réellement d'"économiser"... puisque les salariés devront subir une hausse des cotisations maladie de 45.- fr. par an... payer 13 o/o supplémentaires pour les abonnements CFF... et ainsi de suite. Drôles d'"économies" pour les salariés, d'autant plus qu'ils devront payer la TVA !

### Est-ce que, comme nous le disent les socialistes gouvernementaux, "la TVA, c'est un moindre mal" ?

"On ne fait pas d'Etat social avec des caisses vides" ont déclaré 475 délégués du PS contre 149, au Congrès de Brigue qui a dit oui à la TVA le 16 avril. Ainsi la majorité du Parti Socialiste cède au chantage de la bourgeoisie. Pourtant l'expérience montre que ce n'est pas en cédant au chantage des parlementaires représentant les patrons et les banquiers qu'on empêche le démontage des dépenses sociales de l'Etat. Avec les "mesures d'économies", ce démontage a déjà commencé, même si la TVA passe le 12 juin. Ensuite, il faut répondre au chantage de Chevallaz, non pas en essayant, comme le PS, de sauver les bidons de la "collaboration" au sein du Conseil fédéral, mais de la même manière que les travailleurs de LEU, MATISA, DUBIED, et surtout les

TYPOGRAPHES genevois ont répondu en substance à leurs propres patrons : l'argent qui "manque", allez le chercher là où il est : dans vos poches, vos villas, vos grosses bagnoles, vos titres bancaires, vos bénéfices ! Nous disons : si les caisses sont "vides", l'Etat n'a qu'à aller **chercher l'argent là où il est** : introduisons par exemple l'impôt sur la richesse !

Si l'impôt sur la richesse ne suffit pas, qu'on lève le principal obstacle à une véritable chasse à la fraude fiscale : **le secret bancaire**. Le Parlement vient expressément de refuser de lever le secret bancaire pour les cas de fraude fiscale !

Mais admettons un instant qu'il faille raisonner à la petite semaine, comme le fait la majorité du Parti Socialiste : nous disons que **dans tous les cas, le "moindre mal", c'est de refuser la TVA**. Car la facture serait encore **moins salée** pour les salariés s'ils doivent payer des cotisations salariales AVS plus élevées que s'ils doivent payer le maintien des subventions étatiques à l'AVS par le truchement de la TVA : les cotisations salariales sont en o/o, donc progressives, tandis que la TVA et son taux unique représente en fait une sorte de cotisation salariale dégressive. Une raison de plus pour ne pas céder aux chantages du PSS qui défend la TVA pour défendre sa collaboration de classe, et pas pour défendre les intérêts des salariés.

### Les travailleurs doivent-ils avoir peur d'un budget de l'Etat déficitaire ?

Absolument pas ! Si le déficit est couvert en faisant marcher la planche à billets, cela crée de l'inflation (mais la bourgeoisie suisse a fait le contraire, elle a réduit la masse monétaire ces dernières années). Si le déficit est couvert par des emprunts, les impôts (c'est-à-dire l'argent des salariés) doivent servir à payer des intérêts. Mais un déficit durant une période limitée reviendra moins cher aux salariés que l'actuelle politique d'"économies" et de création de la TVA. D'ailleurs, pendant 30 ans, les chefs des finances ont expliqué aux travailleurs que l'Etat devait économiser pendant la haute conjoncture (pour éviter la "surchauffe") et dépenser pendant la crise... Aujourd'hui,

Chevallaz, en pleine crise, ne parle que d'économiser... sauf sur l'indéfinissable budget militaire !

### Où trouver l'argent ?

D'après la Banque Nationale Suisse elle-même, durant l'année de crise 1976, **plus de 19 milliards de francs** ont été exportés de Suisse et investis fructueusement quelque part sur la planète. **Un record absolu !** Ce n'est pas le fric qui leur manque, à nos capitalistes pleurnichant sur la hausse du franc suisse, la récession, la concurrence internationale ! Certes, une partie de ces milliards provient de clients étrangers des banques suisses, parmi lesquels bon nombre de fraudeurs fiscaux, d'agents de la mafia, de trafiquants en tous genres, bref de vieux habitués des avantages du compte à numéro... Mais ces milliards proviennent en bonne partie de capitalistes suisses, qui savent saisir l'aubaine des **obligations étrangères, libérées de tout impôt anticipé**.

Qui sera étonné dans ces conditions que les **banques suisses** aient réalisé en 1976, en pleine crise, des **benefices déclarés records** ? A elles seules, les trois plus grandes banques suisses (Société de Banque Suisse, Union de Banques Suisses, Crédit Suisse) ont augmenté leurs bénéfices déclarés de 13,5 o/o (582 à 661 millions). Leurs **benefices réels** sont par contre environ 1 1/2 à 3 fois plus élevés et devraient avoir atteint avec "les affaires vraiment parfaites de l'année 1976" (rapport de la SBS) environ 1 600 millions !

### La chasse à la fraude fiscale permettrait-elle de remplir les caisses de l'Etat soi-disant "vides" ?

Un rapport officiel du Conseil fédéral du 25 mai 1962 sur la fraude fiscale estimait à cette époque la fortune dissimulée de **17 à 23 milliards** et les revenus soustraits au fisc de 2 milliards. Aujourd'hui, il faudrait, d'après les spécialistes, **multiplier ces chiffres par 3**. D'après des sources officielles, les **papers-valeurs** dissimulés se monteraient à **40 milliards**, qui ne sont qu'en partie soumis au fisc par le système de l'impôt anticipé. Mais

les spécialistes sont d'avis que la fraude fiscale ainsi réalisée se situe au moins à un milliard de francs.

Ce n'est pas tout. Le Conseil fédéral admet lui-même officiellement qu'il existe une **fraude fiscale "légale"**. Il s'agit de la **sous-estimation fiscale des propriétés foncières**. Le Conseil fédéral reconnaît aussi que les membres des professions libérales (**médecins, avocats, hommes d'affaires, artistes célèbres, etc.**) peuvent déclarer ce qu'ils veulent, sans contrôle, et que les **gains réalisés en spéculant à la bourse** échappent de même à tout contrôle.

### L'impôt du PS sur la richesse représente-t-il une alternative à la TVA ?

L'initiative constitutionnelle du Parti Socialiste n'est même pas sérieusement défendue par les bonzes du PS eux-mêmes ! Déclarant au Congrès de Brigue qu'elle ne rapporterait que 200 millions supplémentaires à l'Etat, Hubacher a voulu démontrer que "sa" propre initiative ne représentait pas une alternative à la TVA... Qu'en est-il ?

Il est vrai que dans l'immédiat, l'impôt sur la richesse ne rapporterait guère plus. Mais, **rien n'empêcherait d'augmenter rapidement le taux d'imposition fiscale des revenus et de la fortune au-dessus de 100 000.- francs**. Et d'un.

Ensuite, l'initiative accorde à la Confédération la compétence de prélever un **impôt sur les sociétés capitalistes**, et ainsi permet de lutter contre la concurrence fiscale que se livrent les cantons pour attirer les sièges (fictifs souvent) des sociétés. En outre, l'initiative combattrait cette concurrence (dite "sous-enchère fiscale") en établissant un **taux minimum d'imposition** des revenus au-dessus de 100 000.- fr., et des fortunes au-dessus d'un million **pour toute la Suisse** : pour ces cas, l'imposition serait nettement plus forte qu'actuellement. Et de deux.

Comme l'impôt sur la richesse s'appliquerait surtout à des personnes et des sociétés qui détiennent leur argent de l'exploitation des travailleurs, ce système apparaîtrait comme une alternative réelle, socialement défendable, à la TVA. Hubacher se garde bien de rappeler cela !

## Contre leur chantage...

1975 : "la crise sera passagère". 1976 : "la relance va venir". 1977 : "reprise timide, le chômage continue". Voilà comment on nous répète, année après année, que le sort des travailleurs dépend de la "conjoncture". Et comme l'avenir est à la stagnation...

**Chantage !** Car les patrons ne disent en fait qu'une chose : pour faire face à nos concurrents, laissez-nous constituer des réserves. Ainsi, chaque patron veut faire croire à "ses" ouvriers que c'est grâce à leur modération qu'il résistera à la concurrence. Pendant ce temps, ce sont les lois aveugles de concurrence qui le guident : plus il constitue de réserves, plus il réalise de profits. Et ces profits ne sont pas utilisés pour maintenir les postes de travail, au contraire ! Car plus une entreprise est forte, plus elle en élimine d'autres, et plus elle est obligée de produire à meilleur marché en introduisant des machines perfectionnées qui éliminent des postes de travail. Ainsi, alors que le capitalisme n'arrive pas vraiment à sortir de la crise, alors que les besoins de l'énorme majorité de la population salariée sont de moins en moins satisfaits, (sans parler de la misère que ce système engendre à l'échelle mondiale), **une poignée de patrons et de banquiers** licencie des masses de travailleurs qui font alors pression sur les salaires et coupe les "branches mortes de l'économie" — c'est-à-dire des entreprises souvent indispensables à la survie de régions entières — pour qu'elles n'handicapent pas les industries d'exportation les mieux placées sur le marché mondial.

Plus les banquiers amassent des réserves, plus ils spéculent sur le franc suisse et le font grimper, ce franc si haut qui leur sert ensuite à "expliquer" aux travailleurs pourquoi, par exemple, l'horlogerie suisse doit réduire par dizaines de milliers les emplois...

Ces mêmes banquiers s'organisent en groupe de pression (VORORT, Association suisse des banquiers) pour exiger la réduction draconienne de toutes les dépenses sociales de l'Etat.

**Chantage !** Car la bourgeoisie suisse, sans toucher un poil aux dépenses militaires, sans entamer la chasse à la fraude fiscale, veut profiter du climat d'incertitude et de restriction créé par la crise pour faire croire que les déficits de l'Etat sont une catastrophe. En fait, ils veulent un Etat-providence-des-profits : celui qui leur garantit les risques à l'exportation, les faibles impôts sur la fortune et les bénéfices des sociétés, et pour cela s'en prend au salaire social des travailleurs : les rentes vieillesse, les subventions aux caisses maladie, les dépenses scolaires, etc. C'est le sens du "paquet d'économie" de Chevallaz !

Cet immense engrenage ne peut fonctionner que si les travailleurs et leurs organisations acceptent ce chantage. Il se grippe par contre si les travailleurs disent non. NON, nous ne vous laisserons pas "réorganiser" l'économie et l'Etat sur notre dos. Rognez sur vos profits si la concurrence l'exige. Nous, nous n'avons qu'une seule préoccupation : celle de maintenir et de développer les acquis sociaux, les salaires et les emplois de tous.



## ... Priorité à nos revendications

- \* Non à la TVA et aux coupes sombres dans le budget social !
- \* imposition à 100 o/o de la part des revenus au-dessus de 100 000.- !
- \* exonération d'impôt pour les revenus au-dessus du minimum vital !
- \* pour l'impôt sur la richesse !
- \* Non aux baisses de salaires, aux cadences accélérées !
- \* 40 heures pour tous, sans baisse de salaire, sans augmentation des cadences et 4 semaines de vacances !
- \* Salaire minimum garantissant un niveau de vie adapté aux conditions actuelles; ceci est particulièrement important pour les salariés les plus défavorisés dont les femmes; réajustements automatiques à l'augmentation du coût de la vie et augmentations unitaires !
- \* Non aux licenciements ! Assurance-chômage financée à 100 o/o par les entreprises, garantissant au minimum 80 o/o du salaire jusqu'à la reprise du travail !

## Une société malade...

La crise du capitalisme, ce n'est pas seulement le chômage et les fermetures d'entreprises. C'est aussi l'aberration d'un système qui produit soudain "trop" de logements, "trop" de blé, de montres ou d'appareils ménagers, entre autres pour la seule raison que ces marchandises ne se vendent plus avec une marge de profit "suffisante", pendant qu'un tiers de l'humanité meurt de faim, pendant que même en Suisse les logements pour salariés sont insuffisants, que des dizaines de millions de chômeurs dans le monde cherchent du travail... Un système complètement anarchique, qui construit au mépris des besoins humains et de l'équilibre écologique des routes, des usines polluantes, des centrales nucléaires, pour la seule raison que, à un certain moment, ces investissements rapportent un plus haut profit que d'autres...

**DES LOGEMENTS, MAIS PAS POUR NOUS...** Depuis la crise, 100 000 logements sont vacants. Ils restent vides parce que les loyers sont trop chers ou parce qu'ils sont à vendre. Pendant ce temps, les loyers des HLM subissent de nouvelles hausses.

**L'ECOLE N'EST PAS UN LUXE...** Dans les écoles, maîtres, élèves (et parents !) portent les conséquences des restrictions budgétaires : plus d'élèves pour moins d'enseignants, sélection accrue qui spécialise les élèves pour des professions aux débouchés incertains, possibilités très limitées de recyclage et de formation continue. Formés au rabais, apprentis et collégiens ne trouvent plus un travail correspondant à leurs qualifications, le chômage des jeunes s'amplifie.

**LA SANTE SE PORTE MAL...** L'industrie pharmaceutique accumule des bénéfices gigantesques (au mépris des conditions de sécurité : voir Givaudan à Seveso et à Vernier/Genève), les assurances privées, sources de capitaux intéressants, accroissent leurs affaires, mais la sécurité sociale diminue ses prestations, et les coûts des soins médicaux et hospitaliers font bonds sur bonds en avant. Ainsi, parce que la majorité des assurances sont privées et non socialisées, la santé et les chances de vie sont inégales dans la société, parce qu'elles dépendent des ressources financières de chacun et non des richesses de la société.

**LES FEMMES LES PLUS MAL LOTIES...** Alors que les tâches ménagères, l'éducation des enfants pourraient être prises en charge beaucoup plus collectivement (crèches, salon-lavoirs, libre choix d'avoir des enfants désirés grâce à la contraception, à l'avortement libre et remboursé par les assurances), les femmes sont renvoyées au "foyer" parce que leur travail domestique est "gratuit".

**PAR CONTRE, L'ARMEE "VA BIEN"...** Depuis peu, les officiers affectionnent particulièrement les manoeuvres qui mettent en scène des bouleversements sociaux en Europe et en Suisse. Les colonels n'hésitent pas à désigner leur "ennemi intérieur", sous la forme d'ouvriers en lutte, de jeunes ou d'écologistes manifestant contre des centrales nucléaires. Pour assurer cette fonction d'armée de guerre civile, les jeunes soldats mis en caserne subissent une discipline renforcée. Plus que jamais, tout droit de libre expression et d'organisation leur est nié.

Autant d'aspects d'une société malade, malade du capitalisme !



## ... Seule l'action collective la transformera !

Plus se manifeste cette crise, plus apparaît l'urgence de répondre à la dégradation des conditions de la vie sociale en luttant ensemble pour des revendications globales et une autre société, ce qui implique aussi de s'organiser à divers niveaux : seule l'organisation des locataires dans leurs quartiers, des femmes entre elles avec l'appui des organisations ouvrières, des maîtres et des parents d'élèves dans les écoles, des travailleurs dans les entreprises polluantes pourra commencer à imposer le **contrôle direct** de la population salariée sur ses conditions de vie (de survie), de logement et de travail.

- \* Droit de contrôle des habitants d'un quartier, d'une région, sur l'implantation de centrales nucléaires, sur le développement urbain, les conditions de sécurité des entreprises, les augmentations de loyer et de transport ! Moratoire de 4 ans dans la construction et l'exploitation des centrales nucléaires. Pas de centrales nucléaires dans les conditions techniques actuelles !
- \* Non à la sélection professionnelle ! Non au numerus clausus ! Ecole unique pour tous jusqu'à 18 ans ! Création d'ateliers publics d'apprentissage et de recyclage, en particulier pour les chômeurs payés par les patrons !
- \* Non aux assurances privées ! Sécurité sociale unique et généralisée (non au système des trois piliers) !
- \* Libre information sexuelle dans les écoles et les quartiers ! Crèches de qualité ouvertes 24 heures sur 24 ! Contraception et avortement libre et remboursé par les assurances !
- \* Droit d'organisation des recrues et des soldats ! Sortie garantie du vendredi soir au lundi matin ! Non à l'encasernement !

## Ménage la chèvre et le chou

Que la société capitaliste soit m... geants syndicaux et d'organisations plus que jamais. C'est même un le...

Et après ? Devant 350 typographes obtenir le 13ème mois, les 40 heures, les contrats, le secrétaire central de la F... ce qu'est la paix du travail. La paix... ments pris" !

Mais quels engagements prennent le mouvement ouvrier ? Presqu'aucun... membres ! Et lorsqu'ils ont dû en p... former : le Congrès du PSS refuse la... d'initiative, mais ses parlementaires... Dubied refusent la suppression du 1... lion de compensation étalé sur 2... FTMH) s'empresse de faire cesser la... cord favorable — en fait aussi peu ch... et le chou, donc en définitive le pat... promis.

En revanche, combien d'engagem... vement bourgeois depuis deux an... tions patronales se sont entendues... d'immigrés, les horaires réduits comp... qui coûte peu au patron), le renvoi... une assurance-chômage portée en par... ils financer le chômage ?). Directions... semble à voter non à l'initiative 40 h... d'horaires à un rythme d'escargots... font chorus pour faire passer la TVA... 2 000.- fr. par an à une famille ouvriè...

Engagements pris et qui ont rappo... réforme de l'assurance-chômage ne ga... un travail aux mêmes conditions; plu... sés sans défense, plus de 300 000 et... toujours une diminution du temps... "sans autre forme de procès" toute t... richesse, toute chasse à la fraude fisca... litaires, etc...

Ainsi, parce que ses dirigeants acco... gements pris en accord avec le patron... leurs et au respect de leurs exigences... simplement mener par le bout du n...

Sans doute, tout ne pourra pas être... vailleurs ne décident pas d'abord entr... dicat, leurs organisations ce qu'ils ve... acquis ne seront pas défendus !



## ... Refus "paix du"

D'ici 1978, plusieurs conventions... La signature d'une convention devra... avantages pour toute une branche e... de la signer. Mais les clauses de "paix... cette liberté d'action. En aucun cas... droit de grève !

**NON AUX CLAUSES DE "PAIX DU... A 2 ANS MAXIMUM; RENEGOCIA...**

L'assemblée des délégués FTMH-C... CAHIER DE REVENDICATIONS. I... EN ASSEMBLEES D'ENTREPRISE... avant de le proposer centralement. C... rer la mobilisation des salariés, éta... fonction de leurs exigences. Pour en g...

— PAS DE NEGOCIATIONS SANS TRAVAILLEURS ET RESPONS... NEGOCIATIONS SECRETES !

— AUX TRAVAILLEURS DE DEC... semblées, débrayages, grève sur la... REVENDICATIONS !

— QUE LES DIRECTIONS SYNDIC... TRAVAILLEURS ET RESPECT... CELLES DU PATRONAT !

Le mouvement des typographes p... contrats ainsi que l'intégration de... une rupture de cette "paix" patron... grèves de Bulova, Matisa, Dubied, Sar...

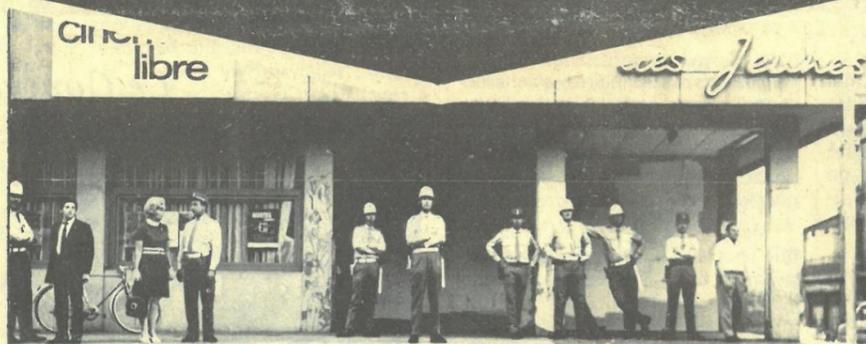
**Ces propositions d'action** pour faire face aux aspects les plus criants de la crise. Révolutionnaire. Elles reprennent en partie des revendications déjà apparues dans plus de 100 pages de notre revue. **lective, il est parfaitement possible de la mettre sur pied, tous ensemble. Battons-nous pour les imposer, DANS L'UNITE D'ACTION !**

## Savoir s'organiser librement...

40 ans de "paix du travail" ont surtout fait perdre aux travailleurs la conscience qu'ils forment un tout face à la bourgeoisie : quand une lutte éclate, même à l'autre bout du pays, quand des immigrés sont renvoyés au chômage dans leur pays, rares sont les réflexes de solidarité qui se manifestent. "Se débrouiller tout seul" est devenu la règle, y compris pour les responsables syndicaux restés fidèles à la "paix du travail". Reconnus comme "partenaires" au sommet (là où ils sont inoffensifs, tant qu'ils n'ont pas derrière eux la masse des travailleurs prêts à l'action), ils ne le sont souvent même pas dans l'entreprise : à l'usine Francke de Aarburg, en Suisse allemande, les secrétaires syndicaux de la FCOM (syndicat chrétien de la métallurgie) qui distribuaient un simple tract, se sont faits éjecter à coups de pieds et à grand renfort de chiens... Le patron se méfie de toute commission ouvrière qui n'est pas docile, et les droits d'information syndicale, de réunion sur le lieu de travail et pendant les heures de travail sont quasi-inexistants. Ainsi, tout disposés qu'ils soient au "dialogue", les patrons font de fait ce qu'ils veulent. Dès qu'une section syndicale relève la tête, ils lui déclarent la guerre. Exemple : le Journal des Associations Patronales (no 8, 1977) se félicite d'un événement qu'il va chercher en... Suède. Là, les délégués syndicaux d'un chantier naval "ont décidé à l'unanimité de demander à la direction de licencier quatre ouvriers" qui avaient distribué une série de tracts invitant les ouvriers à élire de nouveaux délégués "qui puissent dire non à toute forme de coopération avec la direction et qui soient assez forts pour entamer la lutte contre celle-ci". On voit à qui profite l'intolérance, les divisions et la négation de la démocratie ouvrière dans les rangs syndicaux. Et les patrons suisses vont chercher cet exemple suédois parce qu'ils ont la même idée derrière la tête et voudraient bien la communiquer aux dirigeants syndicaux collaborationnistes... **POUR NOUS, TOUT LICENCIEMENT REPRESENTE UN AFFAIBLISSEMENT DES TRAVAILLEURS.**

**LA LIBERTÉ SYNDICALE DANS L'ENTREPRISE RESTE EFFECTIVEMENT A CONQUÉRIR,** même pour les travailleurs à passeport suisse, le cas récent de GIAVARINI à Porrentruy le montre bien. Mais pour les travailleurs à passeport étranger, on part de plus loin encore. La paix du travail a fait ici beaucoup de mal. Les trois initiatives xénophobes en ont rajouté. Le Conseil fédéral, avec sa nouvelle loi sur les étrangers, veut prolonger la situation d'apartheid qui est faite à des centaines de milliers de travailleurs annuels, saisonniers, frontaliers en Suisse. Il faudrait être naïf pour croire que cet apartheid handicape certains travailleurs et pas les autres ! Il empêche tout simplement les travailleurs immigrés de s'interroger, de se fonder dans les organisations ouvrières en Suisse, d'y prendre des responsabilités, de lutter pleinement avec leurs collègues contre le patronat. Privés des droits politiques, les travailleurs immigrés ne peuvent pas aller voter pour soutenir, par exemple, l'initiative des 40 heures ou s'opposer à la TVA qu'ils paieront !

Mais ce n'est pas tout. Patrons et gouvernements (suisse ou cantonaux) commencent à réintroduire les interdictions professionnelles pour les fonctionnaires (surtout les enseignants). Si on les laisse aller sur la voie des listes noires établies par Cincera et Cie, la peur se sera installée définitivement parmi les travailleurs, qui le ressentiront même au niveau du porte-monnaie. N'oublions pas aussi que le gouvernement suisse veut créer une "police mobile intercantonale" pour intervenir contre des manifestations (grèves, occupations de chantiers nucléaires).



## ... Et défendre tous les droits démocratiques

- \* Solidarité entre hommes et femmes, entre ouvriers et employés, entre Suisses et immigrés dans les entreprises, dans les syndicats !
- \* mêmes droits politiques et syndicaux pour tous ceux qui travaillent en Suisse ! Droit de vote à 18 ans !
- \* toutes les libertés syndicales dans l'entreprise !
- \* droit de grève pour les fonctionnaires publics !
- \* non aux interdictions professionnelles !
- \* non au démantèlement des droits politiques (non à la hausse du nombre des signatures pour le referendum et l'initiative, non au délai de 18 mois pour l'initiative) !
- \* non à la mise en place d'une police mobile intercantonale !
- \* unité de toutes les organisations du mouvement ouvrier contre la répression. Soutien au "Manifeste Démocratique".
- \* Défendre ces droits, c'est défendre le droit de tous les travailleurs de s'organiser, de s'exprimer, d'agir pour défendre leurs conditions de vie et de travail. Mais cela exige en même temps :
  - \* que le mouvement ouvrier respecte la plus stricte démocratie en son sein :
    - \* droit de former une opposition structurée dans les syndicats;
    - \* respect intégral des décisions prises en assemblées;
    - \* élection par les travailleurs syndiqués et non-syndiqués de comités de grève reconnus par les syndicats. (Ceux qui, comme Hans Mischler, secrétaire central de la FTMH disent que "les travailleurs n'ont pas à décider de la grève", se moquent de cette démocratie ouvrière comme ils se moquent en fait des intérêts des travailleurs).

## Un «petit pays» qui a le bras long...

Pour un travailleur en Suisse, les grands trusts suisses en emploi deux à l'étranger. Le plus souvent à des conditions plus dures : en Afrique du Sud, sous la houlette des dictatures brésilienne, argentine, iranienne, thaïlandaise, etc... De quoi faire réfléchir aux discours des dirigeants réformistes qui, en ce 1er mai, prendront la défense chauvine et égoïste des "difficultés de notre économie" ! Si difficultés il y a, c'est pour boucler le budget mensuel ici, pour pouvoir simplement se nourrir dans le "tiers monde". Petit pays sans ressources, la Suisse ? Ce n'est pas vrai : simplement patrons et banquiers le répètent pour avoir la paix chez eux. Ils veulent protéger le secret bancaire, refuge des capitaux du monde entier qui craignent de se faire exproprier. Ils veulent protéger leurs affaires florissantes en épargnant ici sur les salaires, les dépenses sociales afin de mieux opérer leurs placements, leurs investissements dans le monde, surtout là où "la main-d'oeuvre est bon marché".

Les travailleurs en Suisse savent que ce ne sont pas leurs modestes économies que révèlent les statistiques lorsqu'elles placent la Suisse au premier rang des capitaux exportés par tête d'habitant. Quelques milliers de banquiers, de propriétaires d'entreprises et d'actions contrôlent seuls ces opérations, déterminent le niveau de vie d'environ 4 millions de travailleurs à l'étranger, spéculent sur le cours du franc à la bourse de Londres ou de Hong-Kong. Les travailleurs de l'horlogerie ont appris, en trois ans de crise, ce que signifient ces manoeuvres : 20 000 postes de travail supprimés, fermetures et rachats sous le contrôle des trusts horlogers et des grandes banques, M. Bourquard (président de la Général SA Delémont) qui explique que la seule solution pour l'horlogerie est l'implantation à l'étranger (AGEFI, 10. 2. 77) vu le haut cours du franc, pendant que les courtiers de l'UBS, de la SBS, du Crédit Suisse le font monter en bourse !

Tout cela est si compliqué, si bien couvert par le secret bancaire, les filiales multiples, réelles ou fictives, les bilans truqués, etc... que les travailleurs ne peuvent jamais savoir ce qui est vrai ou faux, ce qui est plan concerté de liquidation ou faillite effective ! Aux manoeuvres patronales et bancaires, opposons donc les intérêts des travailleurs !

## ... Solidarité internationale des travailleurs

- \* Ouverture des livres de compte !
- \* Nationalisation des banques et du crédit : un seul institut bancaire et du crédit, national et étatisé ! Nationalisation des trusts qui dictent les restructurations (chimie, ciment, horlogerie, métallurgie, alimentation) ! Pas d'indemnité pour les gros actionnaires ! Contrôle par les travailleurs et les organisations ouvrières de toutes les entreprises nationalisées !
- \* Levée du secret bancaire !
- \* Développons la solidarité internationale des travailleurs contre le régime des trusts et des banques multinationaux !
- \* Engageons (comme à Matisa) des actions syndicales internationales contre les trusts : information et rencontres de délégués d'entreprise, refus de briser une grève de travailleurs d'un autre pays en reprenant leur travail, actions coordonnées pour imposer que les trusts prennent sur leurs réserves pour maintenir l'emploi, réduire les horaires sans baisses de salaires.
- \* Solidarité avec les luttes ouvrières en Europe !
- \* Boycott des régimes qui répriment sauvagement les travailleurs : que les syndicats suisses appliquent immédiatement le boycott de l'Afrique du Sud, mobilisons-nous le 16 juin prochain pour l'anniversaire du massacre de Soweto, soutenons les actions internationales contre le régime d'apartheid ! Dénonçons la répression en Amérique Latine et partout où elle sévit.
- \* Soutenons l'opposition démocratique et ouvrière dans les pays dits "socialistes" : leur combat est aussi le nôtre, contre l'Europe des trusts, des flics, des patrons, pour la démocratie ouvrière et le socialisme, pour les Etats Unis Socialistes d'Europe !

L...

injuste, brutale, bien des dirigeants l'admettent. Aujourd'hui des discours de premier mai...

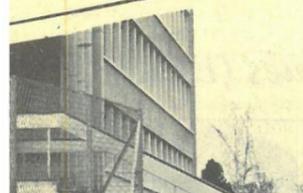
vois venus voter la grève pour gratification des auxiliaires dans les t exclamé : "Vous ne savez pas ail, c'est le respect des engage-

ctions syndicales, les partis du t les travailleurs, devant leurs ils se sont empressés de les détion du droit de referendum et oui à Berne; les travailleurs de nois puis le versement du mil-lais Ghelfi (secrétaire central) déclarant avoir obtenu un ac-possible, ménageant la chèvre ne fit pas ce que Ghelfi avait

s devant le patronat et le gou-rections syndicales et associa-s licenciements "inévitables" par les caisses de chômage (ce taire" des femmes, des vieux, les salariés (pourquoi doivent-ales et patronat ont appelé en-n promettant une diminution Socialiste et partis bourgeois ival impôt qui coûtera environ out autant" aux hauts revenus.

oi ? Le chômage continue : la pas un salaire jusqu'à retrouver 0 000 étrangers ont été expul-supprimés; le patronat refuse ail; le parlement a repoussé i uniforme et plus élevée de la e diminution des dépenses mi-

avantage de respect aux enga-à la discussion avec les travail-ouvement ouvrier se fait tout est cela la "paix du travail" ! nu d'un coup. Mais si les tra-dans leur entreprise, leur syn-obtenir en tout cas, même les



## ons la travail"

tives doivent être renouvelées. l'occasion d'y "décrocher" des ilisant les travailleurs AVANT ail" limitent, voire interdisent onvention ne doit interdire le

AIL" ! CONTRATS LIMITES sur des points précis !

en a décidé ainsi, préparant un aussi décidé D'EN DISCUTER EC LES NON SYNDIQUES ons indispensables pour prépa-revendications prioritaires en l'application, exigeons :

GUES-MANDATES PAR LES S DEVANT EUX ! PAS DE

DES MOYENS D'ACTION (as-he) POUR ASSURER LEURS

S'ENGAGENT DEVANT LES LEURS EXIGENCES, NON

roduire les 40 heures dans les res est un pas important vers omme l'ont été les différentes eu, etc.

de la crise ne sont pas simplement le programme de propagande de la Ligue Marxiste  
rs sections syndicales ou mouvements de masse ces dernières années. Cette riposte col-  
ur que les syndicats, les partis ouvriers, les organisations de masse joignent leurs forces

## Espagne

En attendant l'octroi de la légalité aux syndicats et aux révolutionnaires

# Elections en liberté surveillée

Le PCE (Parti Communiste Espagnol) légalisé — explosions de joie et manifestations spontanées à Madrid et un peu partout...

Des dizaines de prisonniers politiques libérés — parmi eux, enfin, de nombreux combattants de l'ETA basque — accueillis triomphalement par des foules en liesse de plusieurs dizaines de milliers de personnes...

Un Aberri Eguna (fête nationale du peuple basque) combatif, tenu malgré une sévère répression...

Et le 15 avril, par centaines de milliers, les travailleurs observant une journée de lutte contre les licenciements dans tout l'Etat espagnol, à l'appel des Commissions Ouvrières et de l'USO (syndicat chrétien de gauche)...

Tels sont les plus récents pas en avant du mouvement ouvrier en Espagne et dans les diverses nationalités de l'Etat espagnol. Mais la lutte n'est pas finie ! La légalisation des organisations d'extrême-gauche et de centaines d'organisations de masse est encore pendante; l'Euzkadi (Pays Basque) ne sera pas tranquille tant qu'un seul prisonnier politique croupira derrière les barreaux; les travailleurs de l'Etat espagnol ne cesseront pas leurs grèves et leurs manifestations tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction sur leurs revendications immédiates.

Telle est la situation du mouvement ouvrier à la veille des élections mises sur pied par Suarez pour le 15 juin prochain.

### Le PCE légalisé... Ce n'est qu'un début

La légalisation du Parti Communiste durant le week-end de Pâques représente une des plus importantes concessions que le régime ait faites jusqu'ici sous la pression de la combativité ouvrière. La légalisation complète de toutes les organisations d'extrême-gauche, et avec elles celles des syndicats, des groupes de femmes, des comités de quartiers, des associations paysannes, etc., représentera bientôt l'enterrement effectif de la dictature franquiste vieille de 40 ans.

Le premier ministre Suarez avait certainement depuis longtemps l'intention de légaliser le PCE; seule la résistance du "dernier carré franquiste", qui s'est exprimée notamment par le jeu de ping-pong entre la Cour suprême et le chef du gouvernement, puis par la démission du ministre de la marine et les protestations de l'Etat-Major de l'armée, a prolongé si longtemps le délai d'attente. Car Suarez ne pouvait pas rêver d'un partenaire aussi "idéale" à la gauche du parti socialiste (PSOE). Le Parti Communiste n'a-t-il pas collaboré loyalement dans l'"Opposition Démocratique" en acceptant que toutes les revendications immédiates de cette "opposition" soient mises au rencart — l'amnistie totale, la légalisation de toutes les organisations du mouvement ouvrier, les pleines libertés démocratiques, notamment ? Tout cela dans le but de faciliter la "rupture pactisée", c'est-à-dire la rupture la moins nette possible avec les institutions répressives du régime franquiste moribond. Le PCE et les divers partis se réclamant de la social-démocratie ont accepté dans les faits d'avaliser le "projet de réforme" de Suarez; ils représentent aujourd'hui un des piliers de la transition vers une démocratie de façade "dans la continuité des institutions".

Ses preuves de "loyauté", le PCE n'a pas tardé à les apporter dès sa légalisation : face aux grogne-

ments de la hiérarchie militaire, il a reporté purement et simplement les grandes manifestations de réjouissances prévues; son premier comité central légal n'a trouvé rien de mieux que de renier le drapeau républicain, pour adopter le drapeau de la dictature franquiste...

Le PCE et les partis social-démocrates ont mis tant d'ardeur à... freiner les mouvements de lutte depuis plusieurs mois, qu'ils ont sans doute permis à la bourgeoisie espagnole de rattraper une bonne partie du retard qu'elle avait au moment de la mort de Franco sur le plan politique. La première à profiter de ce répit est la droite franquiste qui espère opérer autour de Fraga Iribarne (ancien ministre franquiste) un regroupement politique de tous les revanchards et de toutes les forces réactionnaires que compte le pays.

Mais il est très improbable que les élections du 15 juin apportent une majorité stable, sans parler bien sûr de la résolution des problèmes sociaux et de la situation économique catastrophique. Le mouvement ouvrier ne peut pas faire des élections son champ d'action exclusif;



et les révolutionnaires s'acharneront à promouvoir les seules luttes qui expriment réellement le rapport de forces entre les classes en présence : les luttes dans les usines, les quartiers, les écoles, etc.

Malgré cela, il est très probable que les travailleurs se rendront massivement aux urnes le 15 juin, chargés de pas mal d'illusions dans les mérites des élections bourgeoises : dame, cela fait plus de 40 ans qu'il n'y a pas eu de bataille électorale dans l'Etat espagnol ! Mais nombreux seront ceux qui saisiront cette possibilité comme une tribune pour faire entendre leurs revendications et faire sentir leur force sociale. Parmi ceux-ci, les révolutionnaires, qui s'emploieront dans ce sens à faire qu'aux élections ne succède pas la "paix sociale", comme le plannifient les réformistes.

Mais quoi qu'il en soit, la non-légalisation, et par là même l'exclusion des élections des organisations d'extrême-gauche ôterait toute crédibilité à ces élections, et déclencherait une fameuse vague de protestations en Euzkadi.



"Amnistie pour les 'délics de femmes'": en Espagne, des femmes sont encore traînées en procès et condamnées sévèrement pour adultère, avortement, etc...

### Le Congrès de nos camarades basques (ELKI)



Sabin Arana, libéré !



Andoni Arrizabalaga, libéré !

Il y a peu, nos camarades de la LCR basque (*Euskadi Liga Komunista Iraultsilea, ELKI*) ont réussi à tenir leur congrès régional. En décembre de l'année dernière, la Guardia Civil avait en effet fait irruption en pleine réunion, arrêtant tous les délégués. Grâce à une campagne de protestation massive et immédiate, à laquelle même le Parti Communiste s'était joint, tous les camarades arrêtés avaient été remis en liberté quelques jours plus tard.

Le congrès enfin tenu a débattu en priorité de la brûlante question nationale basque. L'attitude de l'ELKI à ce sujet est la suivante :

*l'exercice du libre droit à l'autodétermination du peuple basque doit se traduire par des élections sans délai à une "Assemblée Constituante d'Euzkadi", laquelle aura à choisir entre la sécession pure et simple ou bien l'autonomie à l'intérieur de l'Etat espagnol.*

La meilleure solution, l'ELKI la voit dans une large autonomie d'Euzkadi à l'intérieur d'une République fédérative espagnole. En revanche, l'ELKI rejette nettement toute solution de statut spécial imposé d'en haut de manière non démocratique.

De même, l'ELKI refuse de s'allier avec la bourgeoisie basque dans cette lutte, comme l'ont fait les réformistes du PC et du PSOE (communistes et socialistes) lors de la célébration de l'Aberri Eguna, aux côtés du parti nationaliste basque (PNV).

L'ELKI (son nom jusqu'à peu était encore *LCR-ETA VI*) représente une force politique incontestable en Euzkadi, comme les récentes mobilisations populaires à l'occasion de la libération de quelques-uns de ses prisonniers politiques les plus prestigieux l'ont prouvé. Tous les prisonniers politiques ne sont encore pas libérés : Eva Forest, Izco (un des condamnés les plus populaires du procès de Burgos) et trois camarades de la LCR sont encore enfermés.

Le congrès de l'ELKI a également décidé de rejoindre l'EEH (Euskal Erakunde Herritarra, organisme populaire d'Euzkadi), un front unitaire créé par huit organisations révolutionnaires de diverses tendances sur la base d'un programme d'action qui répond au puissant besoin d'unité manifesté par les masses du Pays Basque.

## Société malade ...

talisme, ce n'est pas seulement le chômage et les fermetures, c'est aussi l'aberration d'un système qui produit soudainement, "trop" de blé, de montres ou d'appareils ménagers, la seule raison que ces marchandises ne se vendent plus est un profit "suffisant", pendant qu'un tiers de l'humanité souffre, et que même en Suisse les logements pour salariés sont des dizaines de millions de chômeurs dans le monde cher. Un système complètement anarchique, qui construit au détriment de l'équilibre écologique des routes, des usines centrales nucléaires, pour la seule raison que, à un certain point, les bénéfices rapportent un plus haut profit que d'autres...

**MAIS PAS POUR NOUS...** Depuis la crise, 100 000 locataires, ils restent vides parce que les loyers sont trop chers ou ne peuvent pas être vendus. Pendant ce temps, les loyers des HLM subissent une hausse.

**PAS UN LUXE...** Dans les écoles, maîtres, élèves (et les conséquences des restrictions budgétaires : plus d'élèves par classe, sélection accrue qui spécialise les élèves pour des carrières incertaines, possibilités très limitées de recyclage professionnel. Formés au rabais, apprentis et collégiens ne trouvent pas de travail correspondant à leurs qualifications, le chômage des jeunes...

**TRISTE MAL...** L'industrie pharmaceutique accumule des profits (au mépris des conditions de sécurité : voir Givaudan à Genève), les assurances privées, sources de capitaux importants, font leurs affaires, mais la sécurité sociale diminue ses dépenses, les soins médicaux et hospitaliers font défaut, parce que la majorité des assurances sont privées et que la santé et les chances de vie sont inégales dans la société, les ressources financières de chacun et non des richesses.

**PLUS MAL LOTIES...** Alors que les tâches ménagères, les enfants pourraient être prises en charge beaucoup plus facilement, les salons-lavoirs, le libre choix d'avoir des enfants désirés, l'avortement libre et remboursé par les assurances, les femmes renvoyées au "foyer" parce que leur travail domestique...

**ARMÉE "VA BIEN"...** Depuis peu, les officiers affectent les manœuvres qui mettent en scène des bouleversements en Europe et en Suisse. Les colonels n'hésitent pas à désigner "l'ennemi", sous la forme d'ouvriers en lutte, de jeunes ou de centrales nucléaires. Pour assurer cette "paix civile", les jeunes soldats mis en caserne subissent une discipline stricte. Plus que jamais, tout droit de libre expression est nié.

une société malade, malade du capitalisme !



## Seule l'action collective peut transformer !

Depuis cette crise, plus apparaît l'urgence de répondre à la dégradation de la vie sociale en luttant ensemble pour des revendications et une autre société, ce qui implique aussi de s'organiser : seule l'organisation des locataires dans leurs quartiers, les femmes avec l'appui des organisations ouvrières, des maîtres et élèves dans les écoles, des travailleurs dans les entreprises, les chômeurs, commencer à imposer le contrôle direct de la population sur les conditions de vie (de survie), de logement et de travail.

Le droit des habitants d'un quartier, d'une région, sur l'implantation des centrales nucléaires, sur le développement urbain, les conditions de travail, les augmentations de loyer et de transport ! Le droit dans la construction et l'exploitation des centrales nucléaires dans les conditions techniques.

Le droit professionnel ! Non au numerus clausus ! Ecole universitaire jusqu'à 18 ans ! Création d'ateliers publics d'apprentissage en particulier pour les chômeurs payés par les patrons ! Le droit aux services sociaux ! Sécurité sociale unique et généralisée (non par branches) !

Le droit sexuel dans les écoles et les quartiers ! Crèches de jour de 24 heures sur 24 ! Contraception et avortement libre et remboursés !

Le droit des recrues et des soldats ! Sortie garantie du vendredi matin ! Non à l'incasement !

## Ménager la chèvre et le chou ...

Que la société capitaliste soit mûre, injuste, brutale, bien des dirigeants syndicaux et d'organisations ouvrières l'admettent. Aujourd'hui plus que jamais. C'est même un leitmotiv des discours de premier mai...

Et après ? Devant 350 typographes genevois venus voter la grève pour obtenir le 13ème mois, les 40 heures, l'intégration des auxiliaires dans les contrats, le secrétaire central de la FST s'est exclamé : "Vous ne savez pas ce qu'est la paix du travail. La paix du travail, c'est le respect des engagements pris" !

Mais quels engagements prennent les directions syndicales, les partis du mouvement ouvrier ? Presqu'aucun devant les travailleurs, devant leurs membres ! Et lorsqu'ils ont dû en prendre, ils se sont empressés de les déformer : le Congrès du PSS refuse la limitation du droit de referendum et d'initiative, mais ses parlementaires votent oui à Berne; les travailleurs de Dubied refusent la suppression du 13ème mois puis le versement du million de compensation étalé sur 2 ans; mais Ghelfi (secrétaire central FTMH) s'empresse de faire cesser la grève en déclarant avoir obtenu un accord favorable - en fait aussi peu clair que possible, ménageant la chèvre et le chou, donc en définitive le patron qui ne fit pas ce que Ghelfi avait promis.

En revanche, combien d'engagements pris devant le patronat et le gouvernement bourgeois depuis deux ans ? Directions syndicales et associations patronales se sont entendues sur les licenciements "inévitables" d'immigrés, les horaires réduits compensés par les caisses de chômage (ce qui coûte peu au patron), le renvoi "prioritaire" des femmes, des vieux, une assurance-chômage portée en partie par les salariés (pourquoi doivent-ils financer le chômage ?). Directions syndicales et patronat ont appelé ensemble à voter non à l'initiative 40 heures en promettant une diminution d'horaires à un rythme d'escargots. Parti Socialiste et partis bourgeois font chorus pour faire passer la TVA, ce nouvel impôt qui coûtera environ 2 000.- fr. par an à une famille ouvrière et "tout autant" aux hauts revenus.

Engagements pris et qui ont rapporté quoi ? Le chômage continue : la réforme de l'assurance-chômage ne garantit pas un salaire jusqu'à retrouver un travail aux mêmes conditions; plus de 200 000 étrangers ont été expulsés sans défense, plus de 300 000 emplois supprimés; le patronat refuse toujours une diminution du temps de travail; le parlement a repoussé "sans autre forme de procès" toute taxation uniforme et plus élevée de la richesse, toute chasse à la fraude fiscale, toute diminution des dépenses militaires, etc...

Ainsi, parce que ses dirigeants accordent davantage de respect aux engagements pris en accord avec le patronat qu'à la discussion avec les travailleurs et au respect de leurs exigences, le mouvement ouvrier se fait tout simplement mener par le bout du nez ! C'est cela la "paix du travail" !

Sans doute, tout ne pourra pas être obtenu d'un coup. Mais si les travailleurs ne décident pas d'abord entre eux, dans leur entreprise, leur syndicat, leurs organisations ce qu'ils veulent obtenir en tout cas, même les acquis ne seront pas défendus !



## ... Refusons la "paix du travail"

D'ici 1978, plusieurs conventions collectives doivent être renouvelées. La signature d'une convention devrait être l'occasion d'y "dégrader" des avantages pour toute une branche et mobiliser les travailleurs AVANT de la signer. Mais les clauses de "paix du travail" limitent, voire interdisent cette liberté d'action. En aucun cas une convention ne doit interdire le droit de grève !

**NON AUX CLAUSES DE "PAIX DU TRAVAIL" ! CONTRATS LIMITES A 2 ANS MAXIMUM; RENEGOCIABLES sur des points précis !**

L'assemblée des délégués FTMH-Genève en a décidé ainsi. Préparer un CAHIER DE REVENDICATIONS. Elle a aussi décidé D'EN DISCUTER EN ASSEMBLÉES D'ENTREPRISE, AVEC LES NON SYNDIQUES avant de le proposer centralement. Conditions indispensables pour préparer la mobilisation des salariés, établir les revendications prioritaires en fonction de leurs exigences. Pour en garantir l'application, exigeons :

- PAS DE NEGOCIATIONS SANS DELEGUES-MANDATES PAR LES TRAVAILLEURS ET RESPONSABLES DEVANT EUX ! PAS DE NEGOCIATIONS SECRETES !

- AUX TRAVAILLEURS DE DECIDER DES MOYENS D'ACTION (assemblées, débrayages, grève sur la branche) POUR ASSURER LEURS REVENDICATIONS !

- QUE LES DIRECTIONS SYNDICALES S'ENGAGENT DEVANT LES TRAVAILLEURS ET RESPECTENT LEURS EXIGENCES, NON CELLES DU PATRONAT !

Le mouvement des typographes pour introduire les 40 heures dans les contrats ainsi que l'intégration des auxiliaires est un pas important vers une rupture de cette "paix" patronale, comme l'ont été les différentes grèves de Bulova, Matisa, Dubied, Sarcem, Leu, etc.

## Savoir s'organiser librement ...

40 ans de "paix du travail" ont surtout fait perdre aux travailleurs ce qu'ils forment un tout face à la bourgeoisie : quand une lutte a lieu, ce sont les réflexes de solidarité qui se manifestent. "Se débrouiller" n'est pas la règle, y compris pour les responsables syndicaux, "du travail". Reconnus comme "partenaires" au sommet (là tant qu'ils n'ont pas derrière eux la masse des travailleurs), ils sont souvent même pas dans l'entreprise : à l'usine Franck allemande, les secrétaires syndicaux de la FCOM (syndicat) qui distribuaient un simple tract, se sont faits éjecter par un grand renfort de chiens... Le patron se méfie de toute communication, pas docile, et les droits d'information syndicale, de réunion pendant les heures de travail sont quasi-inexistants. Ainsin, au "dialogue", les patrons font de fait ce qu'ils veulent. La syndicale relève la tête, ils lui déclarent la guerre. Exemple : les Patronales (no 8, 1977) se félicite d'un événement en Suède. Là, les délégués syndicaux d'un chantier naval "osent" demander à la direction de licencier quatre ouvriers" qu'ils ont formés non à toute forme de coopération avec la direction et qui ont entamé la lutte contre celle-ci". On voit à qui profite l'initiative et la négation de la démocratie ouvrière dans les rangs syndicaux suisses vont chercher cet exemple suédois parce qu'ils ont la tête et voudraient bien la communiquer aux dirigeants syndicaux... **POUR NOUS, TOUT LICENCIEMENT REPRÉSENTE LA VIOLENCE CONTRE LES TRAVAILLEURS.**

**LA LIBERTÉ SYNDICALE DANS L'ENTREPRISE REQUIERT DE SAQUER, A CONQUERIR, même pour les travailleurs à passeport étranger, on part de plus loin encore. La paix du travail a fait perdre les trois initiatives xénophobes en ont rajouté. Le Conseil fédéral, la loi sur les étrangers, veut prolonger la situation d'apartheid de millions de travailleurs annuels, saisonniers, frontaliers, être naïf pour croire que cet apartheid handicape certains travailleurs ! Il empêche tout simplement les travailleurs immigrés de fonder dans les organisations ouvrières en Suisse, d'y prendre part, de lutter pleinement avec leurs collègues contre le patronat. En fait, les travailleurs immigrés ne peuvent pas aller voter pour l'initiative des 40 heures ou s'opposer à la TVA qu'ils paieront.**

Mais ce n'est pas tout. Patrons et gouvernements (suisse) tentent de réintroduire les interdictions professionnelles (surtout les enseignants). Si on les laisse aller sur la voie des Cincera et Cie, la peur se sera installée définitivement parmi les travailleurs. Ils ressentiront même au niveau du porte-monnaie. N'oublions pas que le mouvement ouvrier suisse veut créer une "police mobile intercantonale" pour lutter contre les manifestations (grèves, occupations de chantiers nucléaires).



## ... Et défendre tous les droits démocratiques

- \* Solidarité entre hommes et femmes, entre ouvriers et immigrés dans les entreprises, dans les syndicats !
- \* mêmes droits politiques et syndicaux pour tous en Suisse ! Droit de vote à 18 ans !
- \* toutes les libertés syndicales dans l'entreprise !
- \* droit de grève pour les fonctionnaires publics !
- \* non aux interdictions professionnelles !
- \* non au démantèlement des droits politiques (non à la signature pour le referendum et l'initiative, non à l'initiative) !
- \* non à la mise en place d'une police mobile intercantonale
- \* unité de toutes les organisations du mouvement ouvrier. Soutien au "Manifeste Démocratique".
- \* Défendre ces droits, c'est défendre le droit de tous les travailleurs de s'exprimer, d'agir pour défendre leurs conditions de travail. Cela exige en même temps :
  - \* que le mouvement ouvrier respecte la plus stricte démocratie :
  - \* droit de former une opposition structurée dans les entreprises ;
  - \* respect intégral des décisions prises en assemblées ;
  - \* élection par les travailleurs syndiqués et non-syndiqués reconnus par les syndicats. (Ceux qui, comme H. C. central de la FTMH disent que "les travailleurs ne grèvent", se moquent de cette démocratie ouvrière et font des intérêts des travailleurs).

**Il faut agir pour faire face aux aspects les plus criants de la crise ne sont pas simplement le programme des revendications déjà apparues dans plusieurs sections syndicales ou mouvements de masse, mais de les mettre sur pied, tous ensemble. Battons-nous pour que les syndicats, les partis ouvriers, les organisations de masse agissent ensemble !**